

# RAPPORT **AOÛT** 2022



**337**

Protestations

**4284**

Migrant(e)s

**09**

Suicides et  
tentatives de suicide

**Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux**

2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (la Nationale),  
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

TEL. : (+216) 71 325 129 FAX : (+216) 71 325 128

contact@ftdes.net www.ftdes.net

# Rapport du mois d'août 2022 sur les protestations sociales

---



La carte des manifestations observées au cours du mois d'Août confirme que l'état de congestion sociale d'origine socio-économique est devenu une situation généralisée dans diverses sections du pays. Les régions qui ont connu le plus grand nombre de protestations pendant le mois d'août se situent en Est, Ouest, Nord et Sud du pays avec une différence minimale en termes de congestion :

La capitale Tunis a connu 93 mouvements de protestation (3 mouvements de protestation par jour) 73 mouvements de protestation (2,35 mouvements de protestation par jour) se sont produits à Gafsa, 56 mouvements de protestation (1,8 mouvement de protestation par jour) à Sidi Bouzid, 36 mouvements de protestation (1,16 mouvement de protestation par jour) à Sousse et 25 mouvements de protestation à Kebili.

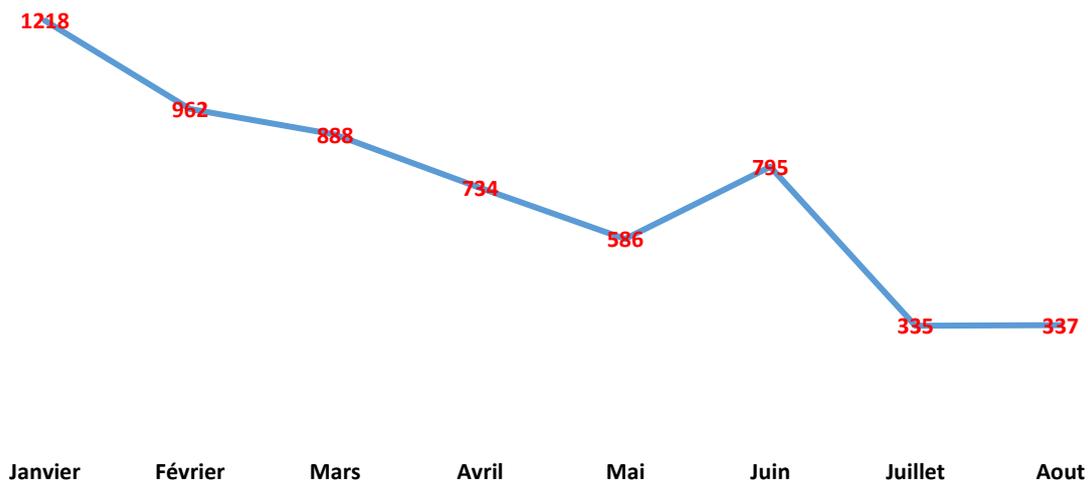
Cette dynamique de protestations dans diverses régions reflète un état d'insatisfaction à la suite de davantage de détérioration des conditions économiques et sociales et à la détérioration des services primaires en raison de la pénurie de certains aliments de base et d'eau potable, ainsi que les pannes d'électricité pendant les vagues de chaleur.

Les demandes d'emploi ont refait surface, ainsi que la persistance des mouvements réclamant la résolution des dossiers dits traditionnels, comme les diplômé(e)s en chômage, les travailleurs dans les secteurs précaires et les travailleurs horticoles. En revanche, la manière de traitement de ces dossiers et des demandes sociales en général n'ont pas changé. Le gouvernement s'est plutôt orienté vers l'implémentation d'un nombre de réformes économiques qui pourraient exacerber la souffrance des catégories vulnérables, et élargir le cercle de pauvreté, affaiblissant davantage la catégorie moyenne.

En regardant la récolte des huit premiers mois de cette année, on note un apparent déclin dans les manifestations sociales :

1218 mouvements de protestation en Janvier, 962 mouvements de protestation en février, 888 mouvements de protestation en mars, 734 mouvements de

protestation en avril à 586 mouvements de protestation en mai, puis la courbe remonte en Juin à 795 mouvements de protestation (Qui sont principalement liés aux protestations d'origine politique relatives au contenu de la nouvelle constitution avant le référendum de 25 Juillet). Le nombre a ensuite diminué à environ 335 en mois de Juillet, avec une légère résurgence en mois d'Août pour atteindre 337 mouvements.



Cette régression n'est pas dû à la baisse des revendications sociales, d'origines économique, sanitaire, environnemental, juridique, de sécurité et de droits de l'homme, et des droits justes que les manifestants réclament d'une manière organisée ou spontanée, mais reflète plutôt une déception collective qui accumule les tensions, ce qui est déjà un indicateur dangereux qui menace la paix sociale.

En général, il y a une certaine réticence à exprimer la colère au sujet des conditions économiques et sociales. Ce climat peut s'expliquer par plusieurs raisons, dont l'ambiguïté, l'incertitude et l'absence d'une autorité responsable qui puisse répondre attentivement à leurs revendications, ainsi que la peur de l'instrumentalisation politique et le retour des éléments de l'ancien système.

Tous les indicateurs confirment l'état général d'inquiétude face à la baisse rapide des indicateurs économiques y compris l'inflation élevée résultant de fortes hausses des prix, ainsi que la rupture des matières de base et la détérioration de tous les services de santé de base, l'éducation, les transports et les infrastructures. Cet état d'inquiétude ne se trouve pas seulement au sein de

l'Union générale tunisienne du travail et l'union tunisienne de l'industrie du commerce et de l'artisanat. Ainsi, on ne peut considérer que l'accueil de leurs représentants par le Président de la République et peut-être la conclusion d'un accord avec ces deux organisations constitueraient une solution efficace pour la stabilité sociale requise, car cette dernière est liée à la catégorie la plus vulnérable celles des secteurs non réglementés et invisibles.

### **Economiquement et socialement :**



Au cours du mois d'août, le taux d'inflation à la hausse a continué à augmenter à 8,6%, en raison de prix plus élevés selon les données de l'Institut National de Statistique. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 11,9%, ceux des produits manufacturés de 8,8% et ceux des services de 6,1%. Les économistes ont expliqué ces augmentations sans précédent en raison de l'inflation des produits importés, comme l'économie nationale est fortement corrélée avec les pays européens, ou l'inflation a atteint en fin du mois d'août 9,1% en raison de la hausse importante des prix de l'énergie (due à la guerre russo-ukrainienne), tout comme le taux d'inflation aux États-Unis d'Amérique qui atteignait 9,1 % en fin du mois de juillet.

Les économistes montrent que le taux d'inflation importé des partenaires économiques de la Tunisie dans le monde a aggravé le déficit commercial de la Tunisie à 13,7 milliards de dinars à la fin du mois de juillet, contre 8,7 milliards de dinars à la même période l'année dernière. Face à cette crise aux répercussions sociales majeures, le Président et le Gouvernement n'ont pris aucune mesure protectionniste pour réduire les répercussions de l'inflation importée et empêcher l'économie nationale de ses répercussions économiques et sociales. En revanche, le gouvernement cherche à mettre en œuvre ses engagements avec le Fonds monétaire international (FMI), notamment pour accroître le soutien et contrôler la masse salariale dans la fonction publique en adoptant des mises à pied pour atténuer cette masse, comme la retraite anticipée et d'autres congédiements déguisés. . . Il s'agit également de suspendre les affectations aux fonctions publiques et de réformer les institutions publiques ou de les céder éventuellement.

Tout cela se passe dans une situation sociale désastreuse où la pauvreté et la vulnérabilité économique augmentent, et la congestion sociale et la délinquance

augmentent vers des réactions violentes et aveugles. Si cette situation se traite avec des réformes aussi endurcies comme la levée du conventionnement, la suspension de recrutements et la privatisation d'institutions publiques et d'autres réformes exigées par le Fonds monétaire international (FMI) en vue de parvenir à un accord avec le gouvernement Boden, on peut dire que nous ne sommes pas loin d'une explosion sociale prévisible qui pourrait être marquée par la violence.

### **Politiquement :**



Le climat politique du mois d'août n'a pas été propice et approprié pour aborder la détérioration des conditions économiques et sociales. Aucun débat constructif n'a été lancé sur les solutions nationales possibles pour sortir de la crise. La rhétorique politique était caractérisée par la violence, la haine et la séparation entre les Tunisiens et dominée par la théorie du complot. Tout ce qui arrive, que ce soit le refus des décisions ou la dénonciation des politiques du président est comprise comme une sorte de conspiration contre lui. Même la pénurie des produits de base et la majoration de leurs prix n'est qu'une partie de ce complot.

Le président adopte également un discours de victimisation et n'agit pas comme décideur qui acquiert des solutions aux dossiers urgents ou même il un état des lieux réaliste et concret de toutes les crises. Cela exacerbe l'ambiguïté des situations omniprésent et aggrave l'état d'anxiété général.

### **Les Manifestations d'Aout 2022**



La scène de protestation pendant le mois d'août n'était pas différente des mois précédents, représentant une légère augmentation par rapport à juillet, à l'absence de proportion significative du niveau de protestation et avec une similitude en termes de demandes de services de base tels que l'eau potable, l'électricité, les salaires et l'amélioration du statut professionnel.

Courant août, des manifestations ont émergé en réponse à des programmes officiels apparemment mal conçus, comme l'extension de la troisième partie de l'autoroute, liant entre la Tunisie et la frontière algérienne. Un projet contre lequel les paysans de Bou Selem ont protesté en refusant de céder leurs terres agricoles. Des militants de la société civile ont soutenu leur protestation. Les

habitants d'Almaamoura se sont également manifesté à Nabeul, soutenus par des activistes de la société civile, contre le projet de protection de la ville contre les inondations, qu'ils considèrent comme "une menace de catastrophe environnementale et sociale dans la région". Les mouvements ont adopté le blocage des routes comme forme de protestation.

Dans la zone militaire de Balta Bouawan à Jendouba, les gens ont protesté contre la soif et la rupture permanente d'eau potable et ont bloqué la route. Un des manifestants a été arrêté et a été poursuivi en justice avec trois autres manifestants. Cet indicateur, comme nous l'évoquions dans notre précédent rapport, confirme que dans les prochaines semaines l'approche sécuritaire jouera un rôle important dans le traitement des mouvements de protestation.

On note aussi une diminution claire de la pérennité des services de base par les institutions gouvernementales, notamment des coupures d'eau potable et des pannes d'électricité, qui se sont produites lors de la récente vague de chaleur, au cours de laquelle des chiffres records ont été enregistrés dans un certain nombre de régions comme Médenine, Kébili, et la plupart des délégations de Kairouan telles que Menzel el mhiri, Kairouan sud, Al ala, Sbikha et Bouhajla.

Les mouvements de chômeurs couverts par la loi n°38, qui a été abandonnée, ont refait surface et une vague de suicides a été constatée dans la région de Cherarda à Kairouan. Les victimes étaient des jeunes hommes et des enfants, et selon les médias, les raisons sont liées à la dégradation de la situation sociale et à l'incapacité de payer la traversée de migration irrégulière.

L'attribution des permis de « taxis » et des « louages » reste encore un dossier ambigu et une source de protestations. Des manifestants à Makthar du gouvernorat de Siliana ont révélé que certains des propriétaires de ces permis sont des résidents à l'étranger, et que l'attribution des licences n'est pas conforme à la loi.

Au cours des premières semaines d'août, la vague de hausses des prix s'est poursuivie, ce qui laisse présager une nouvelle hausse des taux d'inflation, qui ont atteint 8,6% au cours du mois d'août, mais le taux d'inflation perçu pourrait être beaucoup plus élevé. Les semaines à venir laissent présager plus de dégradation des conditions de vie, d'autant que nous nous rapprochons d'une rentrée scolaire difficile au niveau des frais de rentrée en raison des prix élevés.

Comme on s'y attendait, les protestations liées à l'éducation réapparaissent en fin du mois d'août à l'approche de la rentrée scolaire. Ces mouvements étaient principalement liés à l'accès aux lycées pilotes, ou les parents des élèves qui ont eu des moyennes inférieures à 15 sur 20 se sont manifestés à Gafsa, à la suite de la décision du ministère à inscrire ceux qui ont eu des moyennes inférieures à 14. Bien que l'école pilote soit à court de capacité, estimée à 100 places, les protestations des parents se sont poursuivies. Les parents à Sfax se sont aussi manifestés pour réclamer l'ouverture d'une classe de huitième année au collège pilote Sfax 1 pour épargner aux élèves le déplacement à Sfax2.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas pu gérer le dossier de subvention de la farine dans les boulangeries et plusieurs villes, comme Kasserine, Gafsa, Tozeur, Kairouan, Djerba, Tataouine et d'autres zones, souffraient de faim en absence du pain ce qui a poussé les habitants à manifester.

Le sit-in des chômeurs à Sousse se poursuit pour le huitième mois (étant commencé le 27 décembre 2021 au siège de la délégation à l'éducation). Les sit-inneurs sont entrés dans une grève de faim et menacent d'escalade dans les mois prochains.

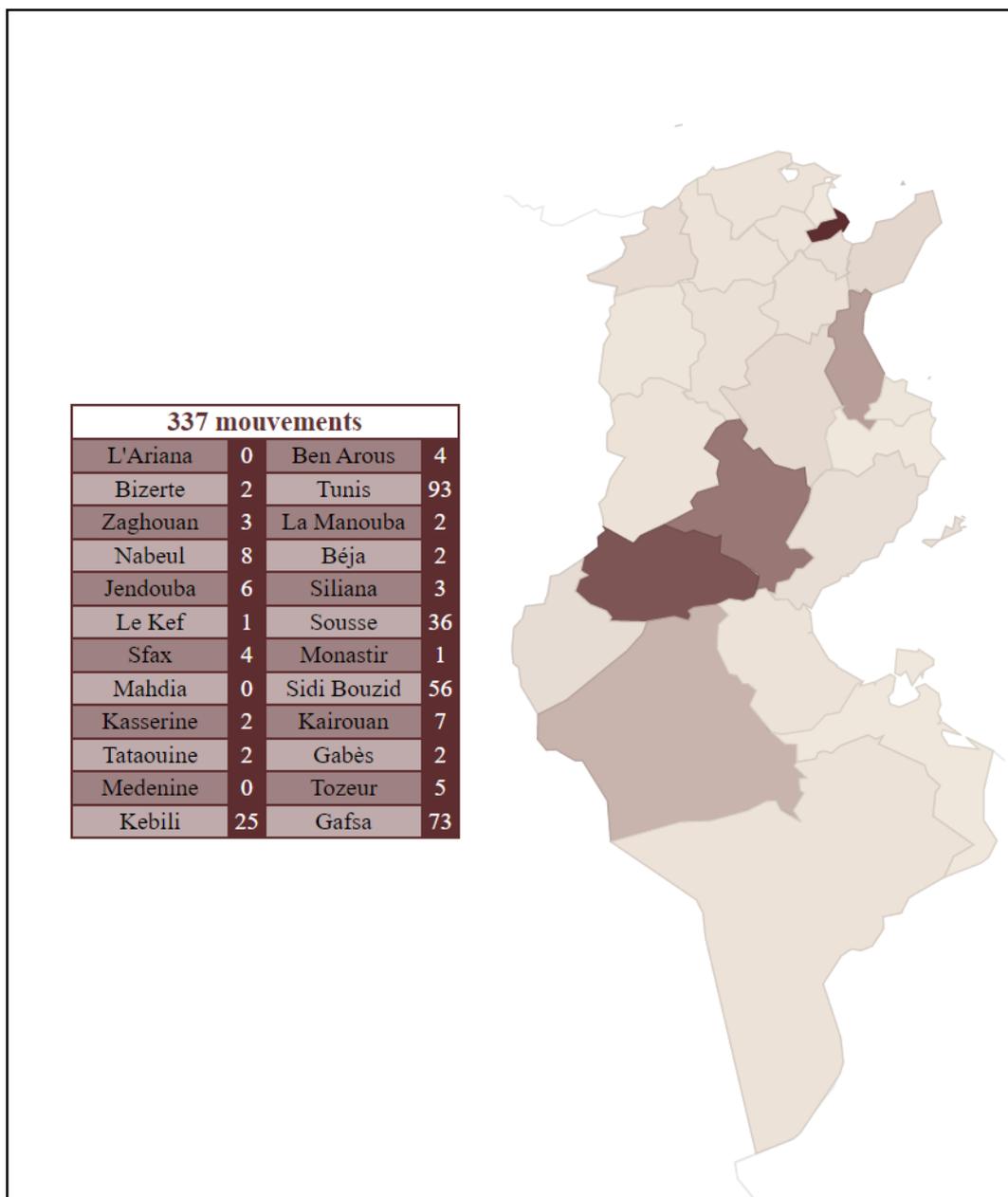
Un groupe de jeunes ont organisé une marche de Henchir Alchaal (forêt d'oliviers à Sfax) au palais de Carthage pour réclamer l'amélioration de la situation et de mettre fin à la corruption.

Kebili aussi, qui était dans une région calme depuis quelques mois, s'est transformé en zone de protestation, quand les employés de l'entreprise de jardinage et de plantation se sont engagés dans des protestations continues. Les chauffeurs de taxi individuels de la région ont également protesté contre la vague de violence à leur encontre. La situation à Kebili risque de s'aggraver en termes de mobilité sociale et de l'état de colère et de congestion.

La rentrée scolaire se montre difficile en raison du manque d'eau potable dans 410 écoles, ainsi que du manque de toilettes et de clôtures, en plus du manque de personnel dans 200 écoles et de postes vacants estimés à 5 milles enseignants dans diverses régions, y compris la capitale, ce qui signifie que le retour à l'école ne sera pas équitable et que le scénario de délai du retour à l'école dans certains établissements va se reproduire.

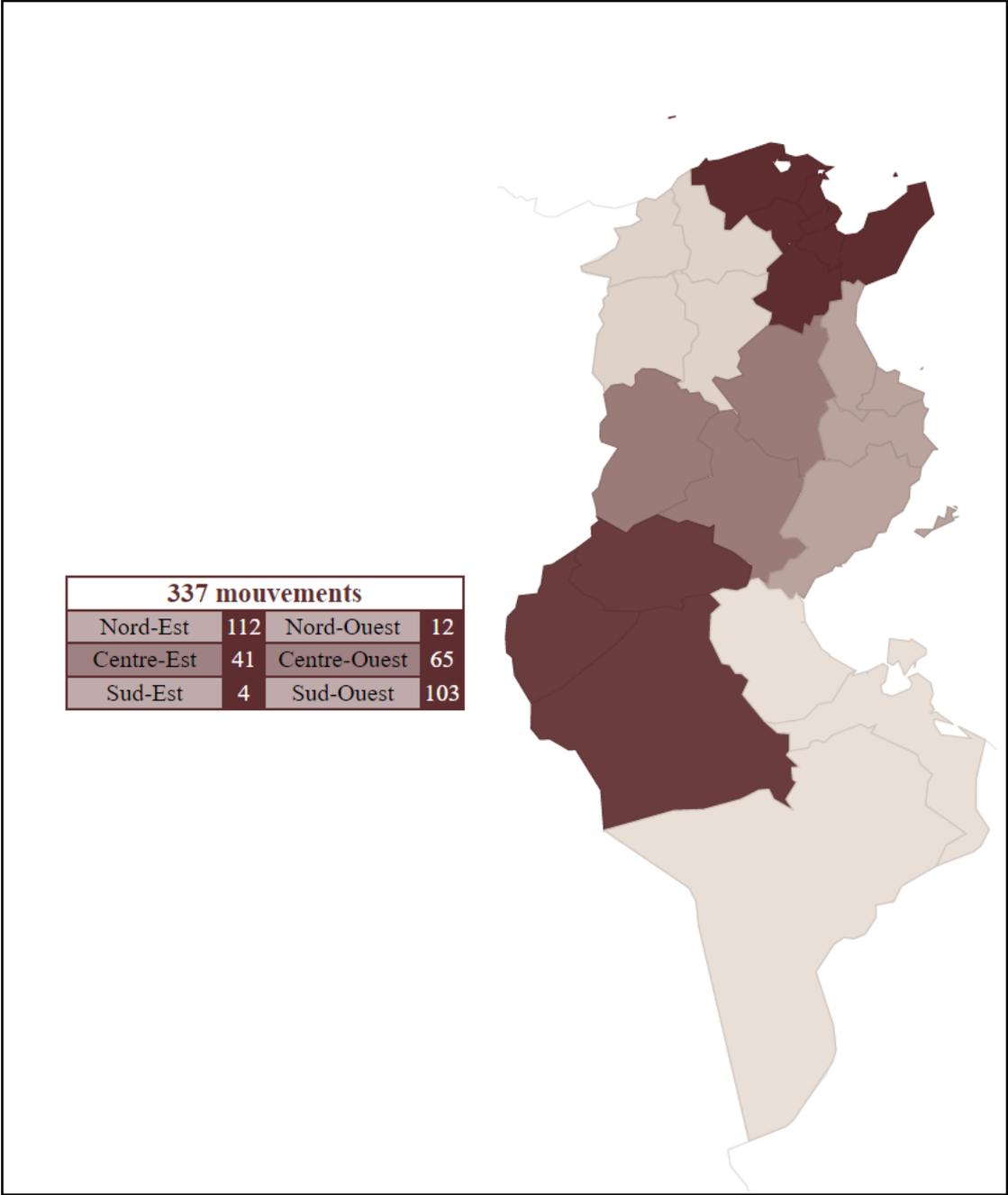
## La cartographie des protestations du mois d'août

Le nombre de manifestations observées au cours du mois d'août a atteint 337 mouvements de protestation répartis selon la carte traditionnelle de la contestation, le gouvernorat de Tunis en première position (93 mouvements de protestation), considérant qu'il s'agit d'une ville centrale pour la prise de décision politique et compte tenu également de l'ampleur des problèmes économiques et sociaux posés dans bon nombre de ses quartiers marginaux, suivi par le gouvernorat de Gafsa en termes des zones les plus contestataires en raison de la nature des problèmes sociaux et de développement posés dans la région, notamment le taux de chômage élevé (73 mouvements de protestation).

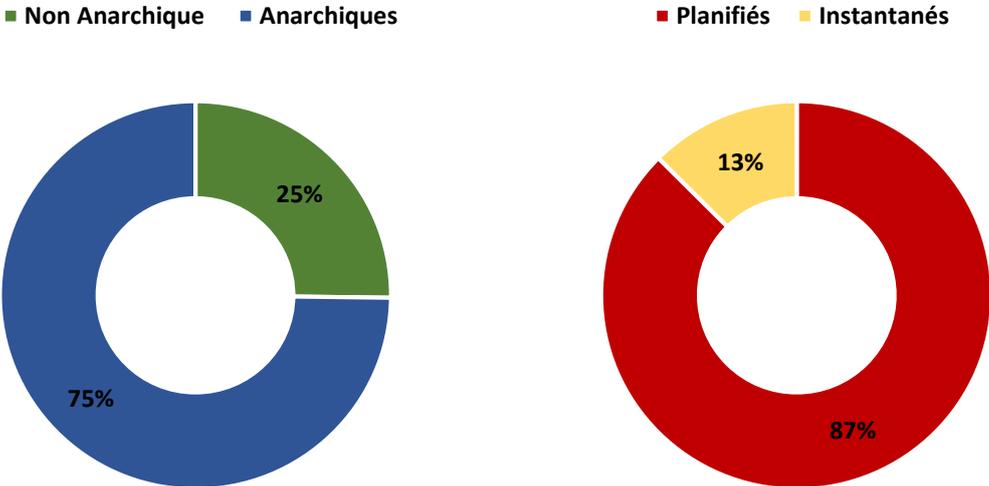


Sidi Bouzid prend la troisième position avec 53 mouvements de protestation, suivi du gouvernorat de Sousse à l'est avec 36 mouvements de protestation et du gouvernorat de Kébili à l'extrême sud-ouest avec 25 mouvements de protestation.

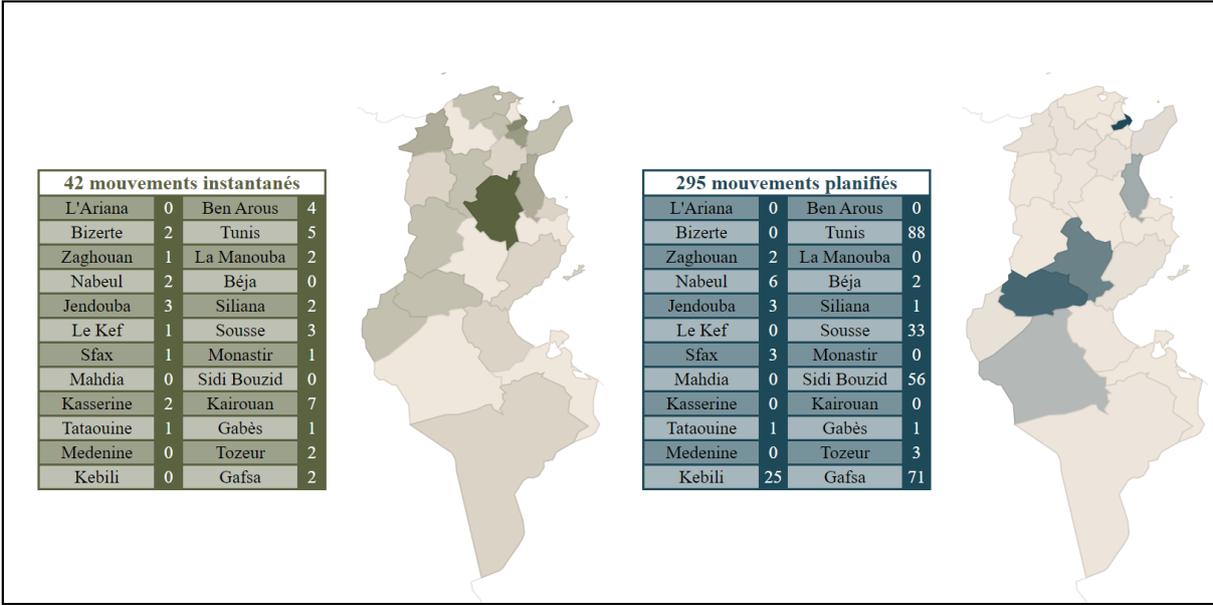
La carte des manifestations observées au cours du mois d'août indique la similitude entre toutes les régions en termes de détérioration des conditions sociales et économiques, de détérioration des conditions de vie et de déclin des services fournis aux citoyens.

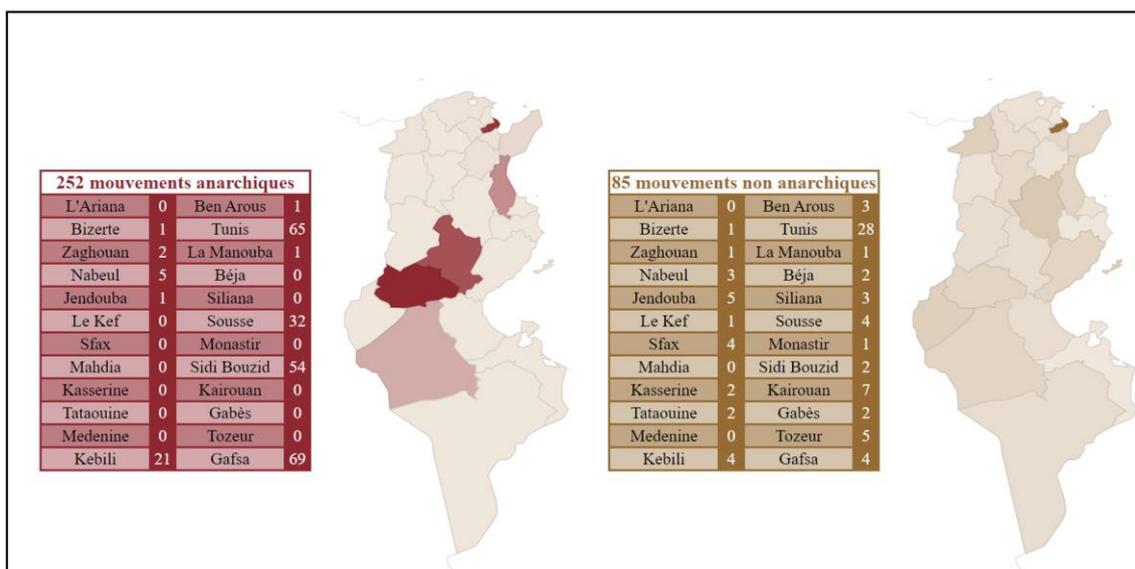


Les manifestations spontanées, c'est-à-dire celles qui se déclenchent spontanément et perturbent les services fournis aux citoyens et entravent le travail de l'administration, ont connu une baisse et sont estimés à 74,8 %, ce qui est certainement lié à la baisse du nombre total des manifestations.



Cependant, le nombre de cette forme de protestation reste important dans certaines zones de protestation traditionnelles, comme elle représente 96 % du nombre total des manifestations observées à Sidi Bouzid, 94,5 % du nombre des manifestations observées à Gafsa et 84 % du nombre des manifestations observées à Kairouan.





La proportion de manifestations mixtes a atteint 86,1 % du nombre total des manifestations observées, tandis que la proportion de manifestations auxquelles seuls les hommes ont mené a été estimée à 13,9 %.

Le rythme croissant du nombre des protestations liées au secteur public s'est poursuivi, puisqu'il était de moins de 25 % au cours du mois de juin, a atteint 57 % au cours du mois de juillet et est passé à 68 % au cours du mois d'août. Cette



augmentation s'explique par l'état d'insatisfaction à l'égard des politiques publiques, notamment des services administratifs et de la qualité de ces services, ainsi que des politiques publiques en matière de distribution et de fourniture équitables de services tels que l'eau potable, l'électricité, la santé, le transport et les services de base.

Cette situation, comme nous l'avons mentionné plus tôt, accumule les tensions sociales et approfondit le gap entre l'acteur social et les institutions étatiques. Les attentes de l'acteur social vis-à-vis des institutions étatiques ont baissé et il est entré dans une phase de recherche de solutions pour sa salvation individuelle, y compris la migration irrégulière, le commerce parallèle, le suicide, la toxicomanie et l'adhésion au crime organisé.

11% des manifestations d'août étaient liées au secteur de l'éducation, notamment en ce qui concerne la préparation du retour à l'école, y compris le problème du coût élevé des fournitures scolaires et du coût élevé des jardins d'enfants privés, ainsi que le problème de l'accès aux collèges pilotes. 8% des protestations sont liées au secteur agricole, 4% sont liées à des revendications d'ordre légal et 5% sont liées au droit à l'eau.

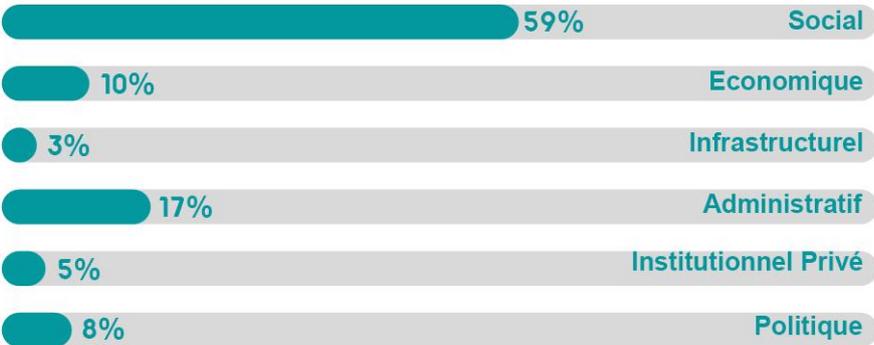
### Secteur



### Les revendications

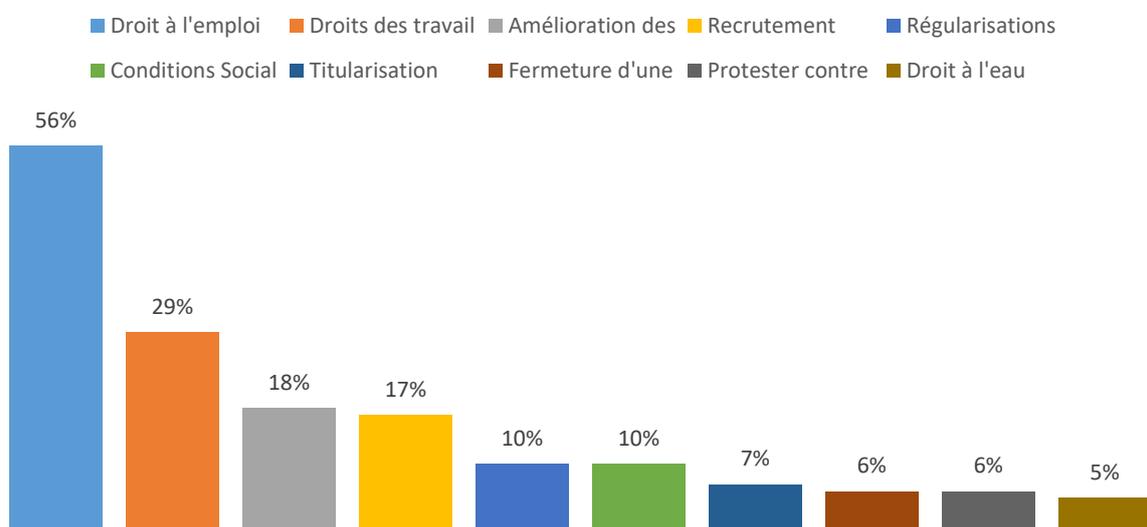
Les protestations d'origine économique et sociale représentaient 69 % du nombre total des manifestations observées, suivies des revendications liées à l'administration de 17 % (une légère augmentation par rapport au pourcentage enregistré en juillet), les revendications liées au contexte politique représentaient 8 % et les revendications liées à l'amélioration des infrastructures 3 %.

### Typologie



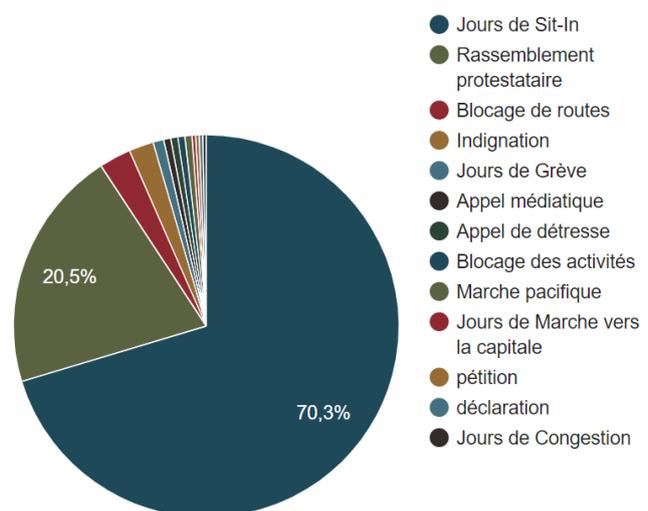
Les causes de la plupart des protestations étaient liées au droit au travail, à 56 %, un pourcentage qui était d'environ 39 % au cours du mois de juillet. Suivi par des protestations liées aux droits des travailleurs à 18 %, le droit au recrutement à 17 %, l'amélioration des conditions de travail à 10 %, et aussi pour des raisons liées à la détérioration des conditions sociales à 10 %, et des protestations rejetant des décisions officielles à 9 %, le droit à l'eau à 7 % et le droit à l'électricité à 2 %.

Pour le huitième mois consécutif, les protestations liées au développement ont disparu, ce qui signifie que les espoirs et les revendications des gens ont été réduits au premier niveau des droits de l'homme, qui, comme nous l'avons mentionné, est le droit à l'alimentation, à la santé et à l'eau.



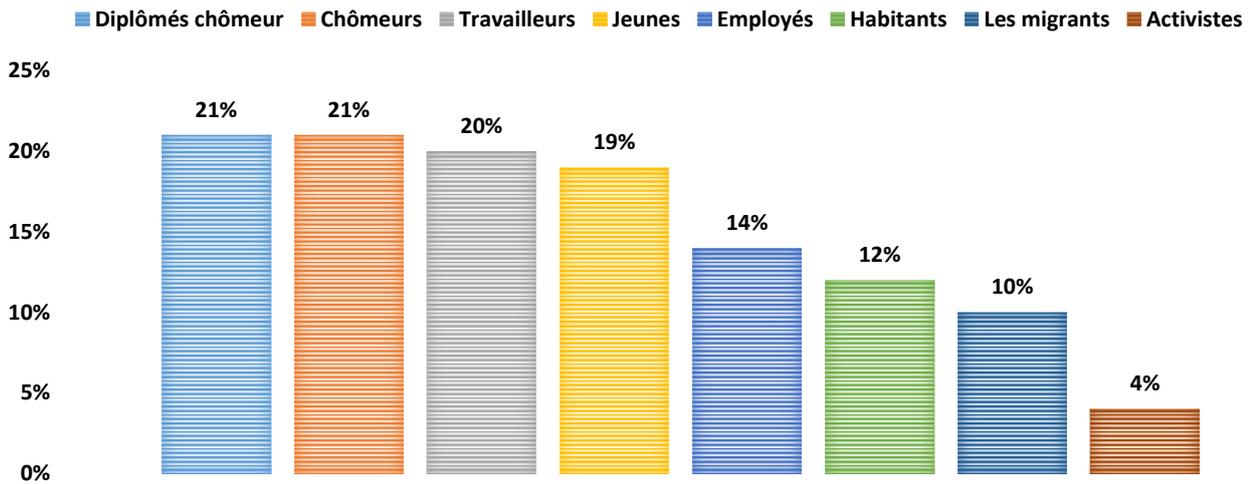
### Les acteurs et les formes de protestation :

Le sit-in était la forme de protestation la plus importante adoptée par les manifestants dans leurs expressions, avec un pourcentage de 70,3 % (le pourcentage était de 48,1 % en juillet), suivi des veilles de protestation avec un taux de 20,5 % (19,7 % en juillet), puis on trouve dans des proportions variables le

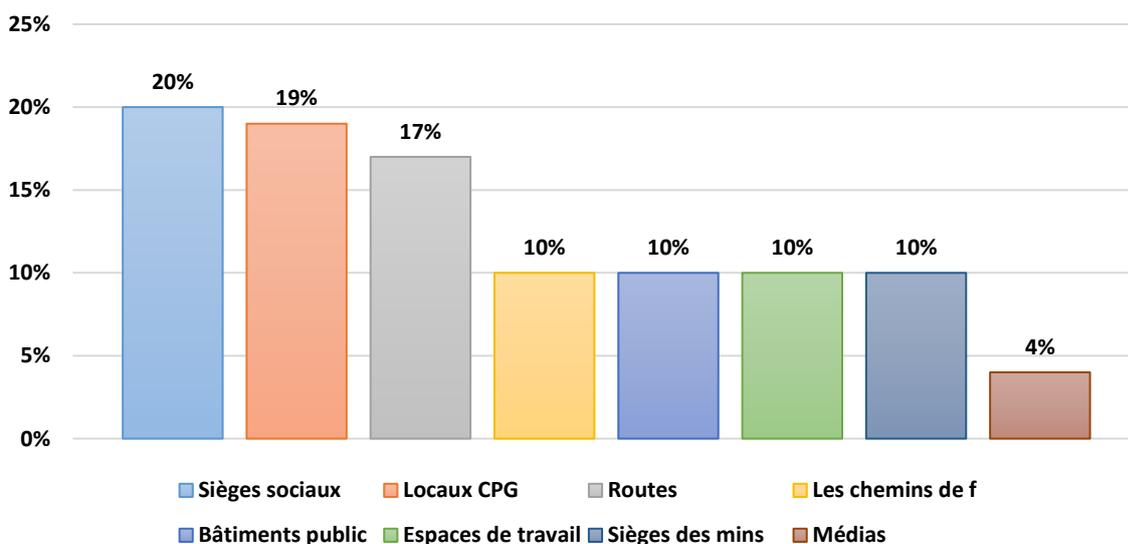


reste des formes de protestation telles que les blocages de routes et l'expression du mécontentement à travers les médias tout au long du mois d'août.

Les chômeurs ont été les acteurs principaux des manifestations d'août, avec un pourcentage de 21 %, suivis des travailleurs avec 20 %, puis des employés avec 14 % et des citoyens avec 12 % (le pourcentage était de l'ordre de 26 % en juillet), suivi par les immigrants avec 10%.



Les sièges administratifs représentaient les espaces de protestation les plus importants avec 20 %, suivis de la Société tunisienne du complexe chimique avec 19 %, puis les routes avec 17 % (le pourcentage était de l'ordre de 23 %), suivis des chemins de fer, des sièges des autorités, des sièges des ministères et des lieux de travail à raison de 10 % pour chaque espace.



# La migration non-règlementaire en mois d'Aout 2022

---



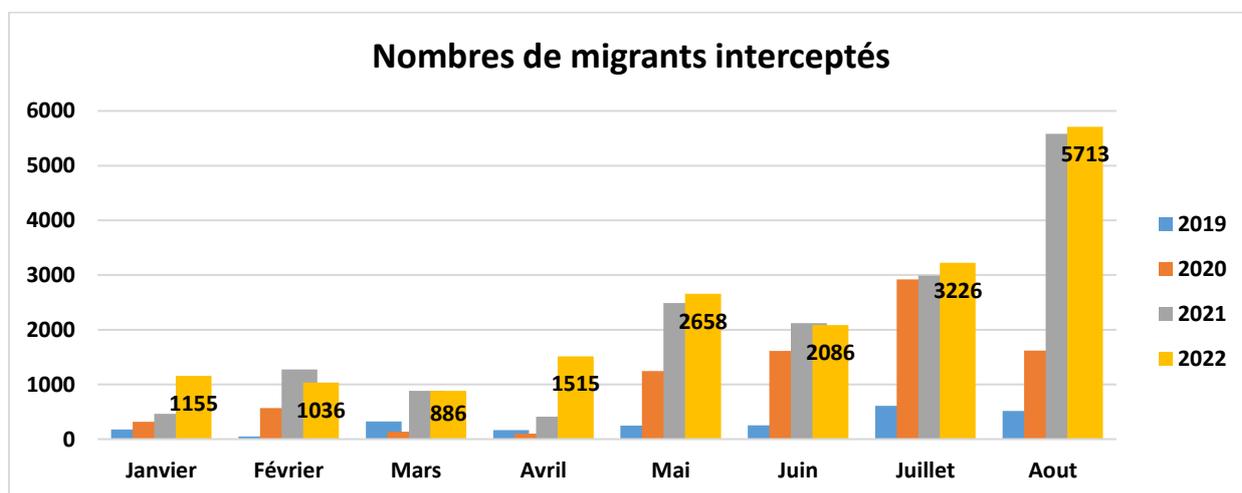
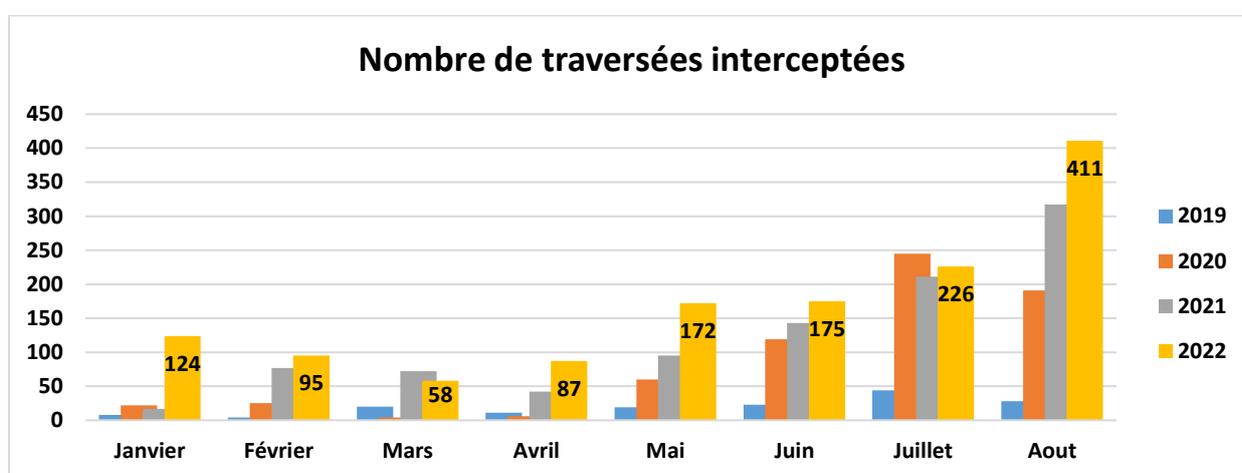
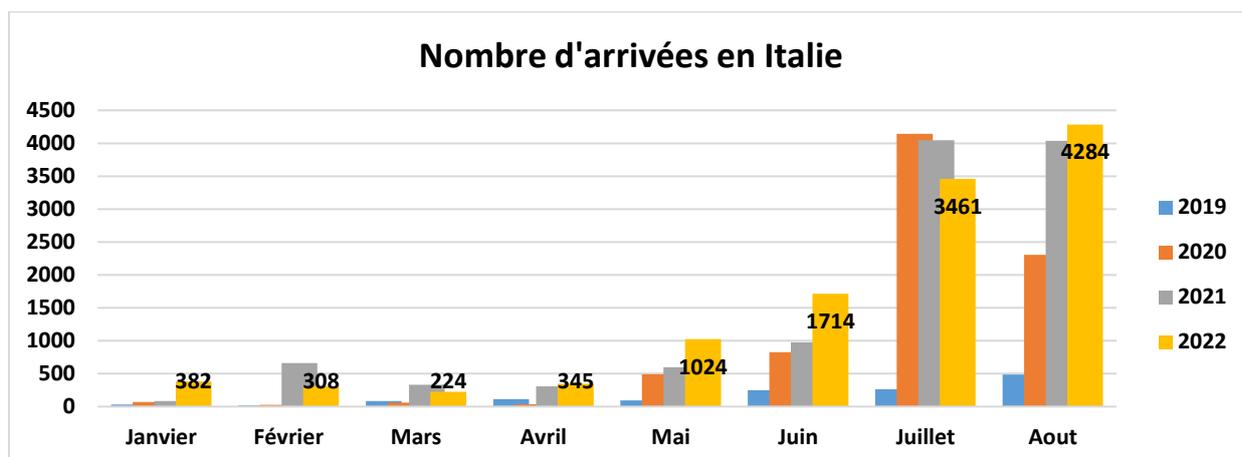
Les vagues d'immigration irrégulière se sont poursuivies avec intensité au cours du mois d'août, le nombre d'arrivées sur la côte italienne atteignant 4 284 immigrants, avec une légère augmentation de 6,1 %, et les hommes représentaient la plus grande proportion du nombre d'arrivées avec 80 %, alors que les mineurs représentaient 17 %.

L'approche proactive adoptée se montre efficace, puisque nous constatons une augmentation du nombre d'opérations interceptées, qui a atteint 411 opérations, contre 226 opérations le mois précédent, soit une augmentation de 45%.

5713 immigrants ont été interceptés, soit une augmentation de 43% par rapport au mois précédent, dont 57% de nationalités non tunisiennes, la plupart ont été arrêtés lors de traversées maritimes à 84% et 12% lors de voyages terrestres. La région de Sfax continue de se classer au premier rang des opérations interceptées avec un taux de 25,3%, le gouvernorat de Nabeul au deuxième rang avec 17% et Mahdia au troisième rang avec 16%

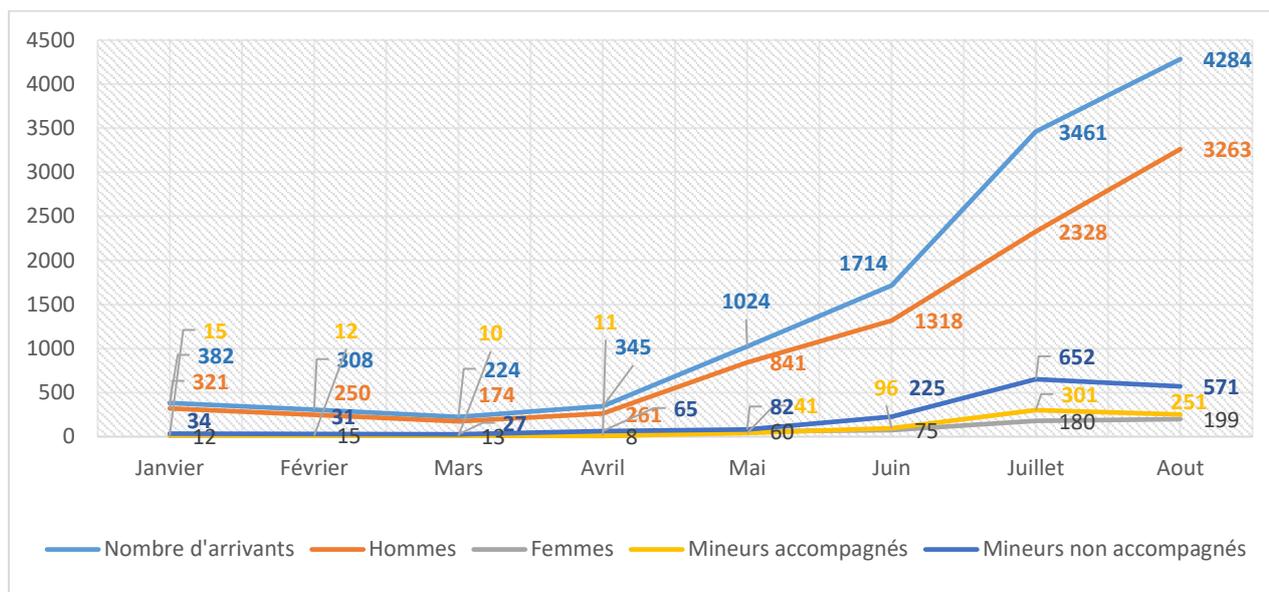
Le nombre de victimes et de disparus jusqu'à présent a atteint 475 victimes et disparus sur un total de 948 victimes et disparus en Méditerranée. Les chiffres confirment que cette tragédie humaine se multiplie progressivement alors que l'État se contente d'adopter une approche sécuritaire sans donner aucune importance au nombre élevé de victimes.

## Comparaison des mêmes périodes durant 2019-2020-2021-2022

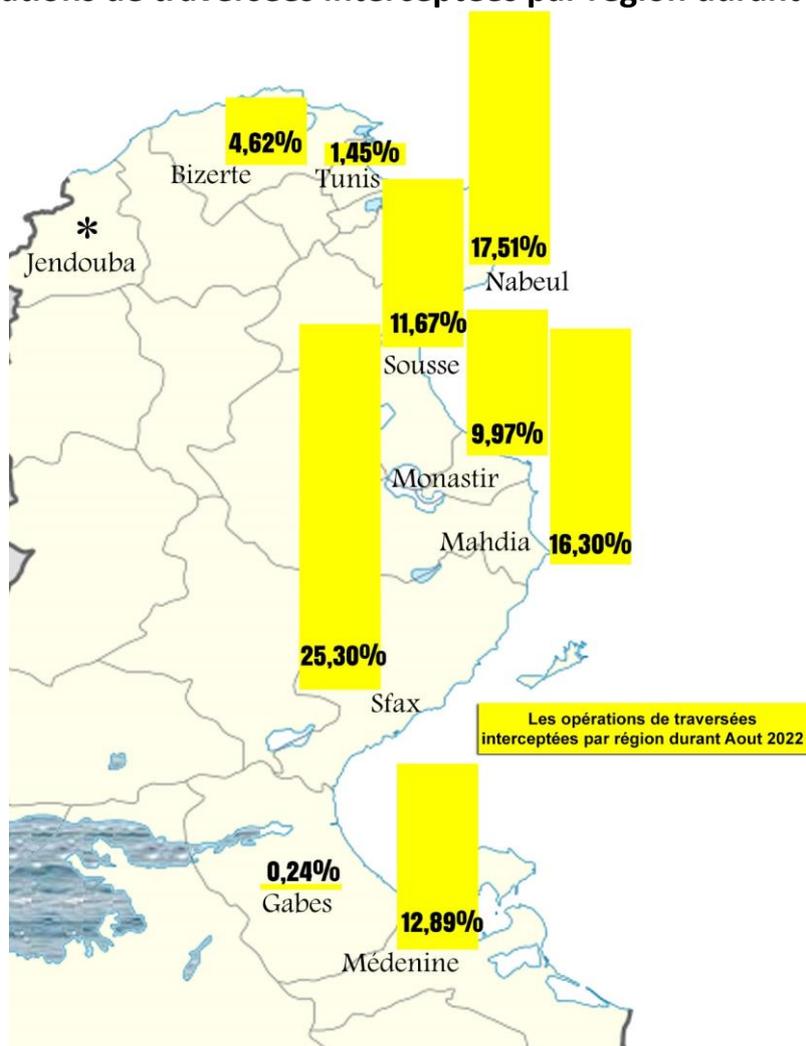


Mois	2019			2020			2021			2022		
	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés
Janvier	31	8	177	68	22	316	84	17	463	382	124	1155
Février	21	4	46	26	25	571	660	77	1273	308	95	1036
Mars	85	20	323	60	4	137	334	72	882	224	58	886
Avril	116	11	166	37	6	99	307	42	409	345	87	1515
Mai	94	19	249	494	60	1243	601	95	2487	1024	172	2658
Juin	249	23	254	825	119	1611	977	143	2120	1714	175	2086
Juillet	262	44	608	4145	245	2918	4044	211	2993	3461	226	3226
Aout	489	28	515	2306	191	1621	4035	317	5582	4284	411	5713
Total	1347	157	2338	7961	672	8516	11042	947	16209	11742	1348	18275

## Les arrivants sur les côtes italiennes 2022

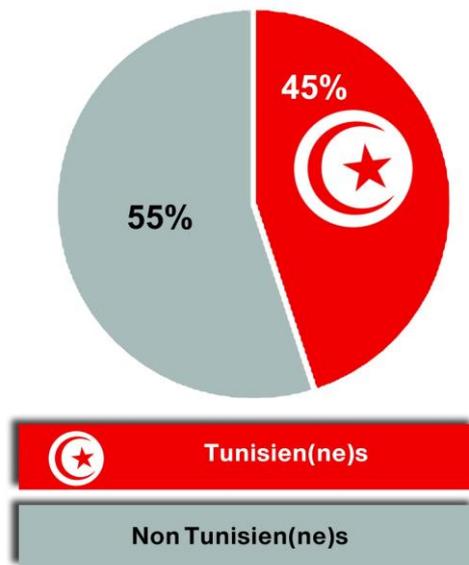


## Les opérations de traversées interceptées par région durant Aout 2022

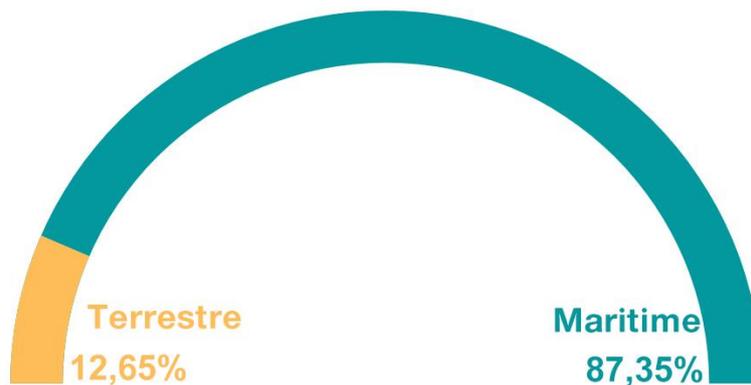


\* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins d'opérations, mais les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les opérations interceptées dans ces régions.

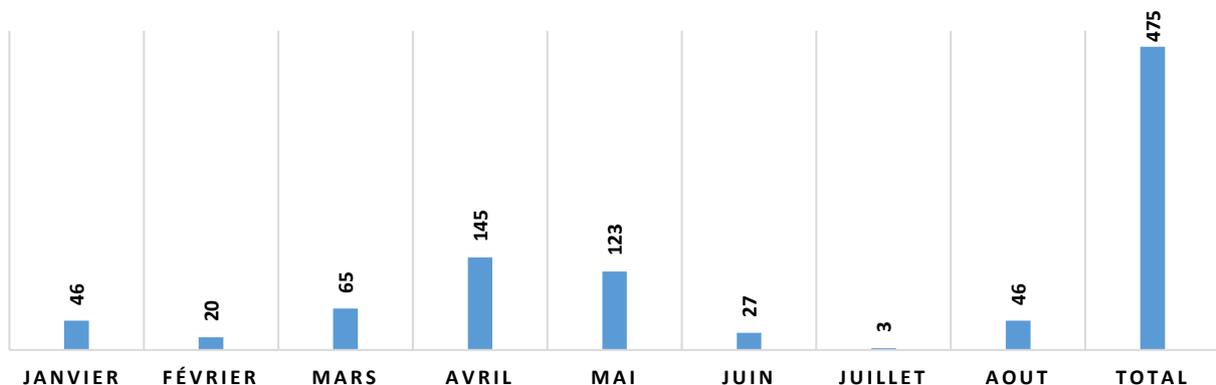
## Les arrivants selon les nationalités durant Aout 2022



## Les opérations de traversées interceptées durant Aout 2022



## Les drames de la migration non-règlementaire sur les côtes tunisiennes en 2022



Nombre de victimes et de personnes disparues sur les côtes tunisiennes 2022	Nombre de victimes et de personnes disparues dans la mer méditerranée durant 2022
948	475

## **Bilan des violences du mois d'Août 2022**



Après les manifestations et les protestations qui ont eu lieu en juillet 2022, les restrictions, les violences et les arrestations des activistes et des défenseur(e)s des droits humains ont augmentés d'une façon remarquable pendant le mois d'août, où la violence policière a joué un rôle majeur.

Dans le cadre du "privilège" d'impunité des forces armées Août a enregistré deux nouveaux incidents qui ont malheureusement aboutis au décès des citoyens.

“Tinja, Menzel Bourguiba” à Bizerte a été témoin de la mort suspecte d'un jeune homme à la vingtaine dans un poste policier. Quelques jours plus tard, le centre-ville a été le théâtre d'une poursuite d'un jeune homme travaillant en commerce parallèle par les douaniers. Le jeune homme est décédé suite à une fusillade.

Selon les résultats de la surveillance, on peut dire que la violence au cours du mois d'août, est de la même intensité observée au cours des mois précédents. En effet, les comportements violents sont devenus l'un des outils communicationnels entre les différentes catégories de la société et dans les lieux privés comme publics. Une violence qui se répand avec diligence et sous différentes formes : cyber, virtuelle, symbolique, physique, verbale, sexuelle, routière, économique, sécuritaire ou policière.

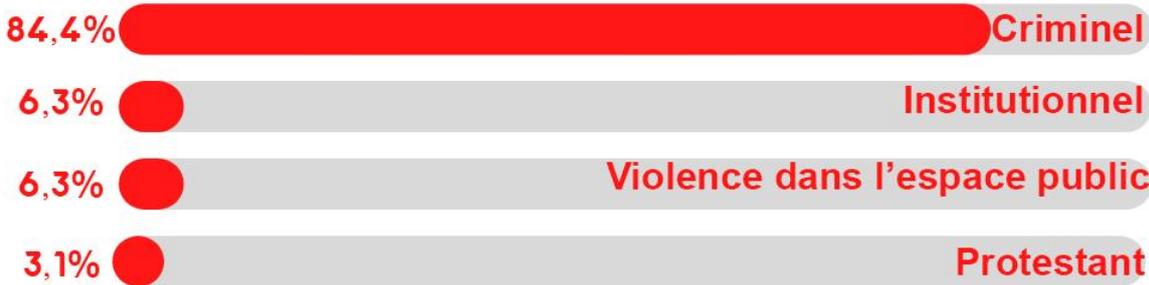
L'Observatoire Social Tunisien considère - et comme il l'a précédemment déclaré dans ses précédents rapports mensuels- que le phénomène de “ violence “ en général tend à s'intensifier d'une manière brutale et arbitraire , en particulier dans les espaces publics, d'ailleurs ce phénomène péjoratif se renforce par la crise économique ,sociale et par l'instabilité que connaît le pays depuis plus d'un an, sans oublier l'hostilité et la méfiance qui domine sur notre quotidien et sur l'atmosphère politique depuis plus d'un an.

En effet, le mois d'août 2022 a été témoin d'une série d'actes de violence, inhumains et cruels au cours desquelles des armes blanches sont utilisées et se sont soldés par des décès. Ces armes sont utilisées contre les enfants comme contre les parents, et souvent les membres des familles sont les victimes.

Cela comprend aussi, la violence et l'agression sexuelle d'un fils à sa mère, ou le fait qu'un vieil homme ait poignardé son frère puis tenté de se suicider à cause d'un différend concernant la propriété d'un terrain.

Ce qu'il faut noter en août, c'est l'évolution des cas d'agressions sexuelles, de viols et de détournements enregistrés tout au long du mois. Cela indique que le niveau de sécurité s'est considérablement dégradé et les espaces publics sont devenus des lieux dangereux pour les femmes comme pour les enfants.

### Secteur

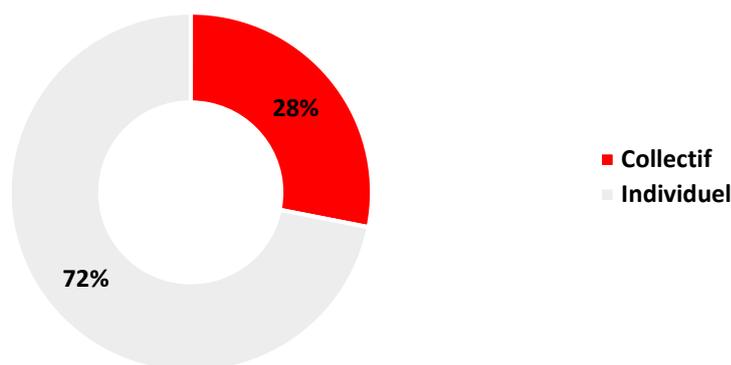


Comme à chaque fois, les violences criminelles ont occupé le premier rang des violences observées au cours du mois d'août selon l'échantillon sur lequel travaille l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien, où elles représentaient environ 85% du nombre total des violences enregistrés. L'espace public, en particulier, la rue est le lieu principal où se déroulent 62% de ces actes de violence.

### Espace

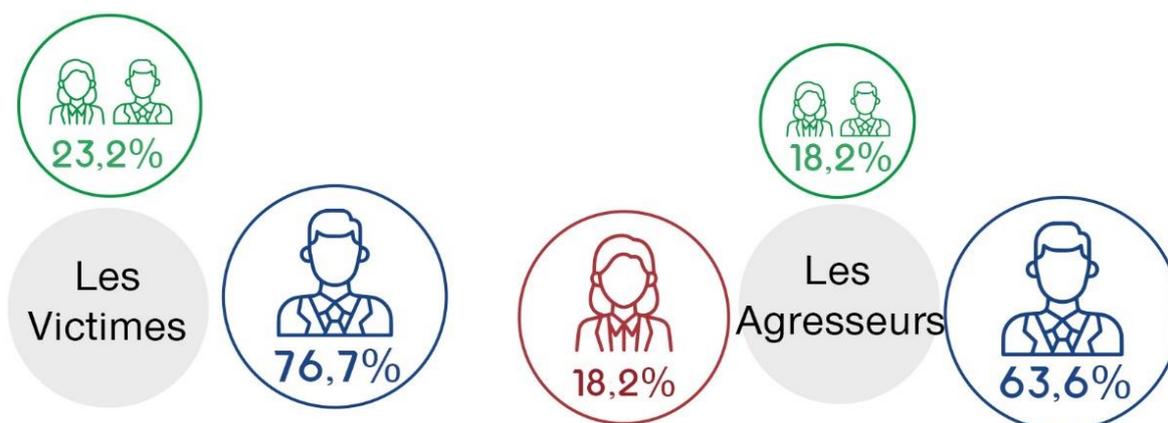


Le foyer et l'espace du logement occupent la deuxième place à un pourcentage de plus de 31% de la violence observée, suivie pour la première fois de l'espace des prisons et des centres d'arrestation à cause de l'impunité des forces de sécurité et des forces armées.



Les incidents de violence individuels sont plus nombreux que ceux qui sont enregistrés dans des situations collectives. En outre les hommes sont responsables de plus de 63 % de la violence observée dans l'échantillon composé de journaux quotidiens et hebdomadaires, de sites Web, de télévision et de radio, tandis que le reste de la violence observée est mixte ou à égalité entre les deux sexes.

La violence sous ses diverses formes au sein de la société tunisienne, va prendre des formes plus inhumaines et sévères dans la période à venir qui va coïncider à la période de la promulgation de la loi électorale pour les élections législatives qui sont prévues pour décembre 2022. Vraisemblablement, le cyberspace sera le cadre vaste que prendront les « armées » digitales des partis politiques, car il est devenu aujourd'hui un cadre de concurrence et un espace de propagation des discours haineux, de violence et d'incitation.

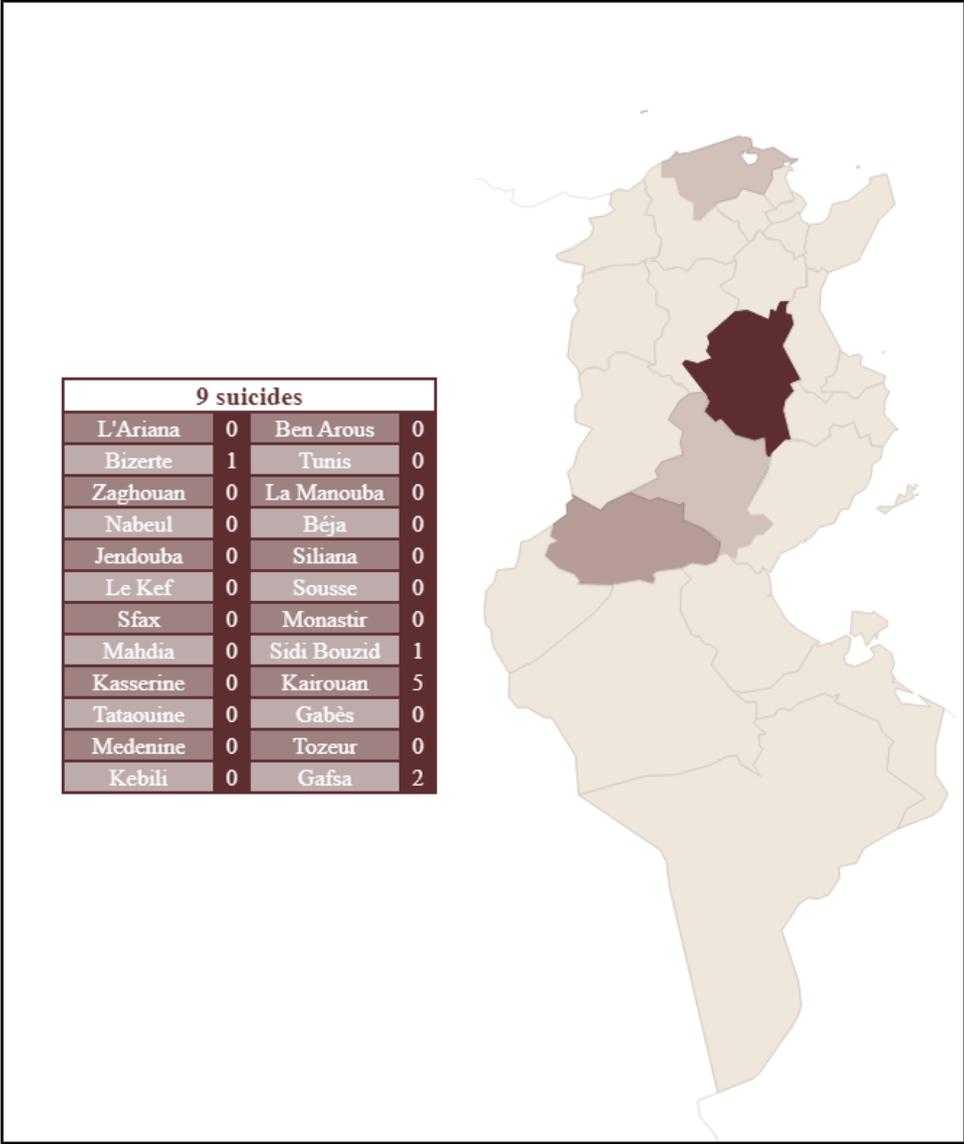


Avec la rentrée scolaire et ses répercussions sur les familles, la persistance des hausses des prix et la nette tendance à la levée partielle des subventions et l'absence d'annonce d'augmentations salariales ou de mesures sociales, il est

probable que la situation se détériorera davantage et produira plus de violence sous de diverses formes.

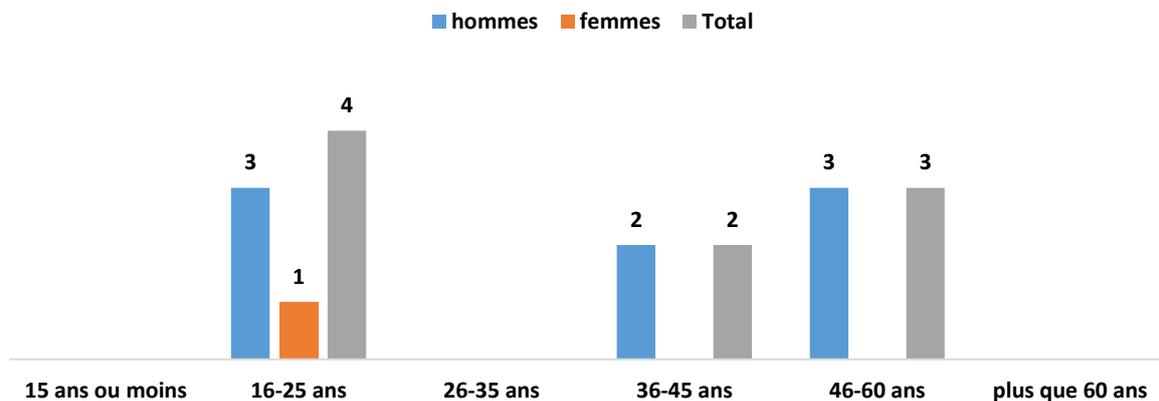
L'Observatoire social tunisien et le Forum tunisien des droits économiques et sociaux réitère la mise en garde contre l'impunité et l'absence d'une véritable culture d'équité, d'égalité, de justice et de droits.

Dans le même contexte, le forum avertit contre l'indifférence des responsables gouvernementaux et l'esquivement de l'État de ses responsabilités sociales. Il considère également que l'instabilité vécue par les Tunisien(ne)s depuis plus d'un an sera un élément répulsif qui les poussera à prendre le risque de migration irrégulière qui provoquera la prévalence du suicide. D'ailleurs on a noté une augmentation particulière à Kairouan, estimé par 9 cas de suicide au cours du mois d'aout, dont la plupart étaient des enfants et des jeunes.



Le phénomène du suicide a connu une recrudescence au cours du mois d'août, notamment dans la région de Kairouan, pour des raisons essentiellement économiques et sociales. Des adolescents et des jeunes frustrés par l'incapacité à améliorer leurs conditions de vies et incapables d'immigrer irrégulièrement ont tenté de mettre fin à leurs vies. Neuf cas, et environ 55% des tentatives de suicide, ont été enregistrés à Kairouan (5 cas), tandis que deux suicides ont été observés à Gafsa et un cas à Bizerte et à Sidi Bouzid.

Au moins 45 % des cas observés concernent la tranche d'âge 16-25 ans, suivie de la tranche d'âge 46-60 ans avec 33 %, puis de la tranche d'âge 36-45 ans. En contemplant cette distribution on note que le groupe actif est le plus vulnérable à la « contagion » suicidaire. Plus l'ambiguïté et l'incertitude s'accroît, plus leur état psychologique se détériore.

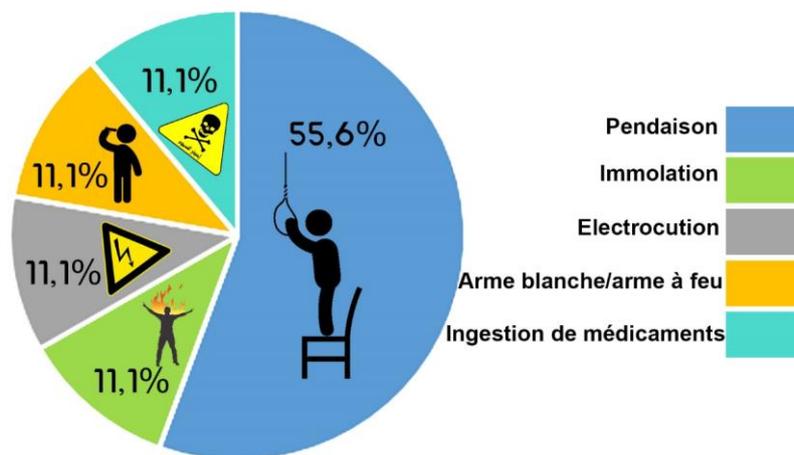


Ce qu'il faut retenir et souligner, c'est que le suicide est une forme de protestation et une violence dirigée contre soi-même, c'est-à-dire que la victime se met dans des situations dangereuses, tout comme les victimes de drogue, de contrebande et d'immigration irrégulière. Ce sont tous des mécanismes adoptés par les victimes comme aboutissement du désespoir, et ce sont des solutions individuelles dangereuses auxquelles les victimes ont eu recours suite à l'absence de solutions collectives et de mécanismes d'aide entre la famille et l'entourage.

La proportion d'hommes est estimée à 89% du total des victimes, alors qu'un cas de suicide a été observé chez une femme de la tranche d'âge 16-25 ans.



Le suicide par pendaison était la forme de suicide dominante observée, à un taux de 55 %, suivi du suicide par brûlure, choc électrique, utilisation d'une arme blanche ou d'une arme à feu et prise de substances toxiques à un taux de 11 % pour chaque forme de suicide.



Pour rappel, nous soulignons que ces chiffres ne reflètent pas le nombre exact des cas et tentatives de suicide, puisque nous avons noté l'absence de couverture médiatique de nombreux cas et tentatives de suicide, qui étaient documentés en photos et vidéos et publiés sur des pages Facebook, c'est-à-dire par le biais du journalisme citoyen, et seules les agences de l'État ont les chiffres exacts de ce phénomène social dangereux pour lequel l'État n'a pas encore mis en place une stratégie claire de lutte pour protéger les citoyens.

## Conclusion

Incontestablement, le pays fait face à une crise sociale sans précédent comme le montre l'ensemble des indicateurs économiques et sociaux qui reflètent la réalité de l'intensité croissante d'aujourd'hui en Tunisie. Bon nombre des phénomènes sociaux croissants, tels que la migration irrégulière caractérisée par un départ massif du pays, ne sont pas seulement le résultat des conditions économiques et sociales, mais plutôt le résultat des politiques et de l'état général de frustration partagé par la plupart des Tunisiens et la perte d'espoir face à la nouvelle situation politique qui n'a apporté aucune solution pour la crise.

D'autres indicateurs alarmants sont aussi observés liés à la situation sociale en Tunisie, notamment les taux élevés de pauvreté, de violence, de criminalité et de suicide, et le phénomène croissant de l'impunité, qui a permis de nombreux abus, tels que le meurtre lors de l'arrestation et des poursuites, ainsi que l'usage excessif de la force face aux manifestants.

Sans aucun doute, le trimestre prochain est le plus critique depuis la révolution, comme le budget de l'état ne suffira pas pour répondre aux besoins de base, considérant que le budget déclaré était basé sur des possibilités de mobilisation de ressources financières supplémentaires qui n'ont pas été obtenues, ce qui affectera de manière désastreuse les performances de l'État par rapport au manque de nourriture, d'eau et d'engrais. La qualité des services de base fournie a généré une vague de colère qui tend vers l'escalade, d'autant plus que le président a exclu la plupart des organisations traditionnelles, qu'il s'agisse d'institutions politiques, civiles ou sociales, qui encadraient et orientaient la contestation vers des revendications claires. Nous sommes confrontés à une colère populaire massive qui peut prendre des formes violentes et incarner des solutions individualistes.